

# Front populaire en Espagne : la défaite du prolétariat

vendredi 7 juillet 2006, par [BERANGER Antonin](#) (Date de rédaction antérieure : 6 juin 2006).

**Le coup d'État de Franco, en 1936, a déclenché, en opposition, une vague révolutionnaire en Espagne. Mais elle ne viendra pas à bout du fascisme.**

Sommaire

- [Alliances avec la bourgeoisie](#)
- [Contre-révolution](#)

Le 19 juillet 1936, les troupes militaires menées par le général Franco envahissent l'Espagne, soutenues par la droite réactionnaire, les industriels, les grands propriétaires et l'Église. Ce soulèvement militaire en provenance du Maroc a pour but de renverser le gouvernement ouvrier républicain élu aux élections de février 1936. Dans un contexte d'effervescence sociale profonde, la réaction espagnole ne peut tolérer l'existence d'un gouvernement de Front populaire, qui menace ses intérêts.

Alors que le gouvernement essaye piteusement de négocier et montre un aveuglement qui ne dissimule pas sa totale impuissance face à l'insurrection, dès le lendemain, le 20 juillet, un formidable soulèvement ouvrier se dresse contre la junte fasciste. Sous l'impulsion de la Confédération nationale du travail (CNT, anarchiste), qui organise alors plus d'un million de travailleurs, mais aussi du Parti ouvrier d'unification marxiste (Poum), les travailleurs s'organisent contre l'armée putschiste. Alors qu'il affronte des rebelles structurés, fortement armés, le prolétariat espagnol fait preuve d'une conscience et d'une confiance incroyables, d'un profond enthousiasme révolutionnaire. Il encercle les casernes, les occupe, réquisitionne les armes restantes et les redistribue... Bien que complètement désorganisé et très mal équipé, il empêche, en quinze jours, la réussite du coup d'État dans les deux tiers de l'Espagne. À ce moment précis, il n'y a plus de gouvernement. Le pouvoir est aux mains des travailleurs qui ont, seuls, accompli la tâche de stopper la réaction fasciste. Le gouvernement est en sursis : il n'a ni autorité, ni armée.

Le prolétariat prend conscience de ses capacités d'auto-organisation et commence à réorganiser l'ensemble de la société selon ses propres intérêts. La lutte contre le fascisme passe alors par l'appropriation de la société par les travailleurs. En pratique, l'autorité gouvernementale est complètement désavouée. Sous l'impulsion de la CNT et du Poum, des milices se constituent et des colonnes s'organisent pour aller reconquérir les zones tombées sous le joug fasciste. La première et la plus célèbre, composée de 2 000 miliciens, est la colonne Durutti qui reconquiert quelque 240 villages. Dans le même temps, à Barcelone, est créé le Comité central des milices antifascistes, qui devient un nouveau pouvoir gérant le ravitaillement, l'administration judiciaire, la formation des unités de la milice, leur envoi au front, les questions économiques... Un large mouvement de collectivisation des terres, de l'industrie et des services se construit, principalement en Catalogne, Aragon et dans la région de Valence. Malheureusement, le processus n'est pas mené à son terme. Pour plusieurs raisons.

## **Alliances avec la bourgeoisie**

La première est la politique contre-révolutionnaire que mènent les staliniens. Après la victoire d'Hitler, en janvier 1933, dont la politique de l'Internationale communiste (IC) en Allemagne est plus que responsable, Staline, sentant le danger de la guerre mondiale, cherche à protéger l'URSS. Tous les moyens sont bons. Il va, entre autres, à travers l'IC et ses satellites - Parti communiste français et Parti communiste espagnol (PCE) - chercher à multiplier les alliances avec les bourgeoisies occidentales et, par-là, mener une politique contre-révolutionnaire en soutenant, contre le pouvoir des travailleurs et les processus de révolution socialiste, les alliances de Front populaire et les Républiques. En Espagne, cela se traduit par une lutte acharnée contre les conquêtes ouvrières, les comités des milices, les collectivisations... Les communistes espagnols n'auront de cesse de renforcer le pouvoir gouvernemental, de transformer la lutte des travailleurs pour la révolution en une lutte contre le fascisme pour la République.

Ensuite, il est primordial de comprendre le rôle de la CNT. Principalement, c'est elle qui impulse le soulèvement et organise les travailleurs dans le processus de transformation sociale. Et, fidèles à leurs principes de refus de la dictature du prolétariat et d'un gouvernement des travailleurs, les dirigeants anarchistes vont s'arrêter en chemin et stopper le processus d'émancipation. La première bévée, et exemple significatif, est le refus de s'emparer de la réserve d'or. Une telle initiative aurait mis un point final à l'existence du gouvernement. Alors qu'il n'y a pas de double pouvoir au lendemain du soulèvement, les dirigeants anarchistes n'auront de cesse de donner aux gouvernements les possibilités de se renforcer, de rétablir une dualité fatale aux travailleurs. Poursuivant dans cette logique, la CNT intégra le gouvernement en septembre 1936.

## **Contre-révolution**

Mais il est un élément prédominant qui explique la défaite des travailleurs : l'absence d'un parti révolutionnaire, c'est-à-dire un parti capable de mener le prolétariat à la victoire. Dans une telle situation, et vu l'état de conscience avancé du prolétariat espagnol, les seuls responsables de l'inexistence d'un tel parti sont les révolutionnaires marxistes eux-mêmes. Il existe pourtant, en Espagne, depuis le début des années 1930, une organisation bolchevique-léniniste (BL). Malheureusement, à force d'orientations opportunistes, les BL espagnols ne seront jamais en lien profond avec la classe et seront constamment spectateurs du processus révolutionnaire et de la contre-révolution. Il est d'ailleurs important de préciser qu'en juillet 1936, les BL espagnols sont organisés au sein du Poum et qu'il est un mythe à faire tomber sans équivoque : le Poum n'a jamais été un parti révolutionnaire. Car, lorsqu'a lieu le soulèvement militaire, compromis avec la bourgeoisie républicaine depuis sa participation au Front populaire élu en février 1936, le Poum est loin de pouvoir assumer la direction politique du mouvement ouvrier. À tel point qu'il suit la CNT lorsque celle-ci entre à la Généralité catalane en septembre 1936.

Dans une situation de supériorité écrasante, aidé par l'inconséquence des directions anarcho-syndicalistes, qui abandonnent le mot d'ordre de la révolution pour celui de guerre contre le fascisme et, enfin, grâce à la faiblesse des marxistes révolutionnaires - complètement hors-jeu -, le PCE impose une contre-révolution et remet en selle le gouvernement. Destituant petit à petit, avec le soutien de leurs propres organisations, les travailleurs de tout pouvoir au profit des institutions, le PCE enterre tout espoir de victoire de la révolution socialiste, en revendiquant toujours comme prime nécessité la lutte contre le fascisme. Dès lors, comment un gouvernement qui, de par sa nature, défend avec une mollesse incomparable les mêmes intérêts que la junte militaire rebelle, peut-il affronter le soulèvement fasciste ? L'alternative espagnole qui, en même temps, était celle de toute l'Europe, fut bien celle-ci : socialisme ou barbarie.

---

**P.-S.**

\* Paru dans Rouge n° 2166 du 6 juillet 2006.